

# BRAZZAVILLE 2026

## L'AFRIQUE REPREND SA FINANCE

Les 61es Assemblées de la BAD : NAFAD, Fonds bleu, et la nouvelle architecture du capital africain

VOL. I · HORS-SERIE N° 01 · JEUDI 28 MAI 2026 ·  
CONFIDENTIEL

**Noeïn & Cie.**

E X P E R T I S E

S R U B R I Q U E

### Éditorial du Président

## Brazzaville, ou la finance africaine reprise en main

Pourquoi la 61e Assemblée de la BAD marque un tournant doctrinal

**B**razzaville n'est pas qu'une ville. Elle est, depuis le 25 mai 2026, le nom d'un moment : celui où l'Afrique a dit collectivement, devant 3 000 délégués de 81 nations, qu'elle entendait cesser d'être la spectatrice de sa propre capitalisation. Ce basculement, discret dans sa forme, radical dans sa portée doctrinale, mérite d'être nommé avec précision. La séquence est inédite : en moins de dix jours, la République du Congo a fermé un eurobond de 850 millions de dollars sursouscrit à 1,88 fois, inauguré les 61es Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement, porté le Fonds bleu du Bassin du Congo de 100 millions de dollars initiaux à 3,554 milliards d'engagements, et signé avec AD Ports Group d'Abu Dhabi la rupture du duopole historique de Pointe-Noire.

La Nouvelle Architecture Financière Africaine pour le Développement, la NAFAD, que le docteur Sidi Ould Tah a placée au coeur de sa présidence, est le nom technique de cette rupture. Mais derrière l'acronyme se trouve une thèse : l'Afrique n'est pas pauvre en capital. Elle est pauvre en mécanismes de transformation du risque. Ce sont les mots mêmes du président de la BAD à Brazzaville. Ils méritent d'être entendus comme ce qu'ils sont : une déclaration doctrinale. Un acte de souveraineté informationnelle qui refuse que la perception externe continue de dicter le prix auquel le continent emprunte son propre avenir.

Noeïn & Cie suit depuis ses premières publications une ligne constante : le partenariat doctrinal et non sentimental. Ce principe trouve à Brazzaville sa mise en oeuvre la plus lisible. La mobilisation des 4 000 milliards de dollars d'épargne intra-africaine que promeut la NAFAD n'est pas une ambition philanthropique. C'est une stratégie de conditionnalité africaine inversée : plutôt que d'accepter les conditionnalités des bailleurs traditionnels, l'Afrique construit ses propres instruments de transformation du risque, ses propres agences, ses propres fonds de garantie, et ses propres marchés de capitaux en monnaie locale.

Le paradoxe de la notation souveraine mérite d'être cité. Selon une analyse du PNUD, les États africains surpayaient collectivement 75 milliards de dollars par an pour leurs emprunts en raison des biais des agences de notation occidentales. Ce montant dépasse de 2,5 fois l'aide bilatérale totale à l'Afrique subsaharienne. Il y a dans ce chiffre une violence silencieuse que la doctrine de l'intelligence économique souveraine doit nommer. Et c'est ce que Brazzaville a commencé à faire.



*Deve Maboungou*

**Deve Maboungou**

Fondateur & President, Noeïn & Cie.

La traçabilité des engagements sera le test de vérité de cet édifice. L'histoire du Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo, dissous en 2014 avant même d'avoir épuisé ses fonds, et du mécanisme CAFI, qui a mis des années à décaisser les sommes promises, enseigne que la rhétorique ne suffit pas. Brazzaville 2026 doit produire une architecture de suivi opposable : indicateurs mesurables, calendriers contractualisés, clauses de sortie africaines.

De l'Afrique observée à l'Afrique stratège : cette transition que le Cabinet Noeïn & Cie appelle de ses vœux n'est pas un slogan. Elle se mesure à des actes concrets. Le co-financement de 182,7 millions de dollars par 24 États africains au FAD-17 en est un. La première notation souveraine de l'AfCRA, attendue en juin 2026, en est un autre. Brazzaville 2026 marque un tournant. Pas une victoire. Les fondations sont posées. L'architecture africaine de la décision reste à construire, institution par institution, engagement par engagement.

## Chapitre 1 · NAFAD : architecture, ambition, angles morts

### [ INTRODUCTION ]

#### **La naissance d'une architecture de souveraineté financière**

Brazzaville, 26 mai 2026. Devant plus de 3 000 délégués réunis au Centre international de conférences de Kintélé, le docteur Sidi Ould Tah, neuvième président du Groupe de la Banque africaine de développement depuis septembre 2025, a prononcé le discours le plus structurant de sa jeune présidence. Sa tonalité est délibérément doctrinale : « L'Afrique n'est pas pauvre en capital. L'Afrique est pauvre en mécanismes de transformation du risque. » Cette formule résume l'ambition de la Nouvelle Architecture Financière Africaine pour le Développement, la NAFAD, initiative phare de sa présidence. La NAFAD n'est pas née à Brazzaville. Elle a été adoubée en février 2026 par les chefs d'État africains lors du Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, puis formalisée lors du Dialogue consultatif du 9 avril 2026 à Abidjan, qui a abouti à l'adoption du Consensus d'Abidjan en onze points, acte fondateur de l'architecture financière souveraine africaine.

Sources : [BAD, Assemblées annuelles 2026 de Brazzaville](#) | [Consensus d'Abidjan, gouvernement de Côte d'Ivoire, 9 mai 2026](#)

### [ 1.1 LES QUATRE POINTS CARDINAUX ]

#### **Les quatre points cardinaux de Sidi Ould Tah**

Le président Ould Tah articule la NAFAD autour de quatre axes stratégiques, les Quatre Points cardinaux. Premier point cardinal : Libérer la puissance du capital africain. Mobiliser les 4 000 milliards de dollars d'épargne dispersée, corriger la perception du risque africain, construire les instruments d'intermédiation manquants. Sa formule phare : « faire en sorte que chaque dollar soit multiplié par dix ». Deuxième point cardinal : Réformer et consolider les systèmes financiers africains, couvrant les infrastructures, l'accès à l'énergie et la transition énergétique, avec notamment l'initiative Mission 300 visant à connecter 300 millions d'Africains à l'électricité d'ici 2030. Troisième point cardinal : Exploiter la transformation démographique. Douze à quinze millions de jeunes entrent sur le marché du travail africain chaque année. L'économie formelle n'en absorbe que trois millions. Quatrième point cardinal : Construire des infrastructures résilientes et des chaînes de valeur compétitives, incluant l'économie bleue. Le rapport AEO 2026 souligne que chaque dollar d'investissement public dans les partenariats public-privé peut attirer 1,40 dollar d'investissement privé.

Sources : [BAD, rapport annuel d'efficacité du développement 2026](#) | [Addis Fortune, Africa's Three Paradoxes Test AfDB President's Quiet Pitch, 27 mai 2026](#)

### [ 1.2 ÉPARGNE AFRICAINE ]

#### **La mobilisation des 4 000 milliards d'épargne intra-africaine**

La donnée phare des Assemblées de Brazzaville est celle-ci : l'Afrique détiendrait environ 4 000 milliards de dollars d'épargne dans divers mécanismes institutionnels. Africa Finance Corporation ventile ce chiffre : 2 500 milliards de dollars en actifs bancaires, 473 milliards de dollars en réserves de change, 455 milliards de dollars en fonds de pension et de retraite, 320 milliards de dollars en compagnies d'assurance, 250 milliards de dollars en banques publiques de développement, 150 milliards de dollars en fonds souverains, et environ 100 milliards de dollars par an en transferts de diasporas. Le paradoxe central est que moins de 2,7% de ces 4 000 milliards sont alloués aux infrastructures et aux secteurs productifs africains. Dans de nombreux pays africains, 60 à 70% des portefeuilles des fonds de pension sont investis en dette publique, non par stratégie, mais par défaut d'alternatives diversifiées.

Sources : [Agence Ecofin, L'Afrique dispose de 4 000 milliards de capitaux mobilisables \(AFC 2025\)](#) | [Devex, A new African financial architecture forms, 28 mai 2026](#)

[ 1.3 FAD-17 ]

## FAD-17 : le co-financement africain comme signal géopolitique

Le 15 décembre 2025 à Londres, la dix-septième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement a été finalisée avec un résultat record de 11 milliards de dollars, soit une hausse de 23% par rapport au FAD-16. Pour la première fois dans l'histoire du Fonds, 24 pays africains, dont 20 contribuant pour la première fois, ont engagé collectivement 182,7 millions de dollars, multipliant par cinq les contributions du cycle précédent. La Guinée s'est hissée au rang de premier contributeur africain avec une enveloppe de 50 millions de dollars, signal de souveraineté remarquable pour un pays classé à revenus faibles. Ce co-financement dépasse la dimension comptable : en contribuant à un fonds dont ils sont bénéficiaires, des États africains démontrent qu'ils sont capables d'agir à la fois comme emprunteurs et comme investisseurs dans leur propre développement. Ce geste annonce un changement de paradigme : l'Afrique aspire à passer de l'aide reçue à la finance mutualisée.

Sources : [AllAfrica, La Guinée renforce l'appropriation africaine du FAD-17](#) | [Gabon RSE, FAD-17, levee historique de 11 milliards](#) | [Guinee28, La Guinée premier contributeur africain au FAD-17](#)

[ 1.4 ANGLES MORTS ]

## Les angles morts : surcoût de notation 75 Mds\$, gouvernance fragmentée, dépendances résiduelles

La limite la plus systémique de la NAFAD est son incapacité, dans sa formulation actuelle, à résoudre à court terme le problème de la notation souveraine africaine. Selon une analyse d'EBC Financial Group publiée le 25 mai 2026, les obligations souveraines africaines libellées en dollars atteignaient en 2024 un rendement moyen de 9%, contre 4,7% en Asie émergente et 6,5% en Amérique latine. Seuls quatre pays africains sont notés investment-grade par les trois grandes agences : Botswana, Maurice, Maroc, Afrique du Sud. L'étude du PNUD de 2023 chiffre à 75 milliards de dollars le coût annuel de cette distorsion : 28 milliards en intérêts excessifs et 46 milliards de dollars en financements qui n'atteignent jamais les marchés africains. Ce montant dépasse de 2,5 fois l'aide bilatérale totale à l'Afrique subsaharienne. Trente-deux pays africains dépensent aujourd'hui plus pour le service de leur dette que pour leur système de santé. L'Agence africaine de notation de crédit AfCRA, domiciliée à Maurice, est censée délivrer sa première notation souveraine en juin 2026. Mais Chatham House a exprimé des réserves : une agence notant les souverains africains de manière systématiquement plus favorable serait perçue comme une agence politique, non une alternative analytique crédible.

Sources : [EBC Financial Group, 9% vs 4,7%: The Borrowing Gap Costing Africa 75 Billion a Year, 25 mai 2026](#) | [Adiac-Congo, BAD : l'Afrique se dote d'une Nouvelle architecture financière](#)

### CHIFFRES CLES NAFAD

Indicateur	Valeur
Epargne africaine mobilisable	4 000 milliards de dollars
Deficit annuel de financement du developpement	400 milliards de dollars par an
Surcout annuel lié aux biais de notation (PNUD 2023)	75 milliards de dollars
FAD-17, montant total leve	11 milliards de dollars (+23% vs FAD-16)
Co-financement africain au FAD-17 (24 Etats)	182,7 millions de dollars

## Chapitre 2 · Le Fonds bleu, de 100 millions à 3,554 milliards

### [ 2.1 GENESE ]

#### **Genèse 2017-2026 : du Brazzaville initial aux promesses de mai 2026**

Le Fonds bleu pour le Bassin du Congo trouve son origine lors de la COP22 de Marrakech, en novembre 2016, à l'initiative du président de la République du Congo Denis Sassou Nguesso, avec le soutien du roi Mohammed VI du Maroc et l'appui technique de la Fondation Brazzaville, dirigée par Jean-Yves Ollivier. Le mémorandum fondateur est signé le 9 mars 2017 à Oyo, lors d'une conférence présidée par le chef de l'État congolais. Neuf pays signent initialement : Angola, Congo, République démocratique du Congo, Gabon, République centrafricaine, Burundi, Rwanda, Tchad et Maroc. La Banque africaine de développement est désignée dépositaire du mémorandum d'entente. En avril 2018, le premier Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres ratifie la création de la Commission Climat du Bassin du Congo (CCBC), organe politique souverain du dispositif. En décembre 2022, la convention d'opérationnalisation est signée entre la CCBC et la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), formalisant le mandat de gestion confié à cette dernière. La table ronde des bailleurs de fonds du 26 mai 2026 a enregistré des engagements évalués à 3,554 milliards de dollars pour financer 70 projets prioritaires, représentant 67% d'un objectif initial de 5,32 milliards de dollars.

Sources : [Memorandum d'Entente portant creation du Fonds bleu pour le Bassin du Congo, CCBC, 2017](#) | [AllAfrica, Plus de 3 milliards de dollars mobilisés pour le Fonds bleu, 27 mai 2026](#)

### [ 2.2 INJUSTICE CLIMATIQUE ]

#### **L'injustice climatique quantifiée : 6x CO2 Amazonie, 11% des financements**

Le Bassin du Congo couvre 3,7 millions de km<sup>2</sup> et abrite environ 180 millions d'hectares de forêts tropicales denses, faisant de lui le deuxième massif forestier mondial après l'Amazonie. Sa spécificité cardinale est d'être le premier puits net de carbone de la planète : il absorbe annuellement l'équivalent de 0,61 GtCO<sub>2</sub>e en termes nets, une performance six fois supérieure à celle de l'Amazonie. La Cuvette Centrale, à cheval sur la RDC et la République du Congo, couvre 14,5 millions d'hectares et séquestre environ 30 milliards de tonnes de carbone. La structure perverse du financement tropical est documentée : entre 2008 et 2017, l'Asie du Sud-Est a capté 55% des flux climatiques pour les forêts tropicales, l'Amazonie 34%, et le Bassin du Congo seulement 11%. En termes de financement par hectare et par an, l'Amazonie reçoit environ 1,14 dollar, l'Asie du Sud-Est entre 1,50 et 2,10 dollars, contre 0,21 à 0,50 dollar pour le Bassin du Congo. La valeur des services de séquestration du carbone fournis annuellement par la forêt du bassin est estimée à 55 milliards de dollars, représentant 36% du PIB régional de 2021.

Sources : [CIFOR-ICRAF, Why Congo Basin forests remain underfunded, 20 mars 2026](#) | [Banque mondiale, Preserver la foret du bassin du Congo, juillet 2024](#) | [WWF / Climate Focus, 2023](#)

### [ 2.3 CONTRADICTION INTERNE ]

#### **La contradiction interne : la RDC et les 52 blocs pétroliers couvrant 53% du territoire**

La RDC représente l'enjeu géopolitique le plus complexe du Bassin : elle abrite 63% de la superficie du Bassin, 143 millions d'hectares de forêts et la quasi-totalité de la Cuvette Centrale. Mais en 2025, la RDC a lancé une nouvelle ronde de licences couvrant 52 blocs pétroliers représentant 124 millions d'hectares, dont des portions de la Cuvette Centrale. La Rainforest Foundation UK a documenté que les blocs pétroliers couvrent désormais plus de 35% des forêts denses du Bassin du Congo. La tension entre la stratégie de « pays solution » affichée au niveau international et la réalité des adjudications pétrolières constitue un risque systémique pour la crédibilité du Fonds bleu lui-même.

Sources : [Earth Insight / Rainforest Foundation UK, Forests to Frontlines: Oil Expansion Threats in the DRC, 2025](#) | [Greenpeace Afrique, La RD Congo choisit le pétrole plutôt que les forêts tropicales, avril 2022](#)

[ 2.4 PRECEDENT CAFI/CBFF ]

### **Précédent CAFI/CBFF : les décaissements effectifs comme test de vérité**

L'histoire de l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (CAFI) enseigne que l'écart entre engagements annoncés et liquidités effectives peut s'avérer béant pendant plusieurs années. À la fin 2020, seulement 202 millions de dollars avaient été effectivement transférés sur les 680 millions promis à la RDC depuis 2015. Les décaissements ont certes accéléré en 2024 (122 millions sur l'année), mais l'écart entre engagements et liquidités reste considérable. La comparaison internationale est saisissante : les 700 millions de dollars engagés par CAFI auprès de la RDC depuis 2015 représentent environ les deux tiers de ce que la Norvège seule a versé au seul Brésil via le Fonds Amazonie depuis 2008. Le Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo (CBFF), prévu pour fonctionner de 2008 à 2018, a été dissous en 2014, avant même l'épuisement de ses fonds, après qu'une évaluation britannique eut soulevé des questions de gouvernance.

Sources : [CIFOR-ICRAF, Bassin du Congo : le poumon de l'Afrique a besoin de fonds, 24 février 2023](#) | [Transparency International, Governance Assessment: CAFI and DRC's FONAREDD, octobre 2020](#)

[ 2.5 COMPTE A REBOURS ]

### **Le compte à rebours politique : Sassou Nguesso et l'horizon fin 2026**

Le président de la République du Congo Denis Sassou Nguesso lui-même a placé une échéance ambitieuse : « les premiers financements réels des projets doivent intervenir avant la fin de l'année 2026 ». Cette formulation reconnaît implicitement que l'écart entre engagement et décaissement constitue le risque principal du dispositif. La concentration du leadership politique à Brazzaville, dans un pays dont la dette publique dépasse 97% du PIB, soulève des questions de crédibilité aux yeux des bailleurs internationaux habitués aux conditionnalités de transparence. L'agenda politique de la présidence Sassou Nguesso est désormais lié à la matérialisation des promesses du 26 mai : si les premiers décaissements n'interviennent pas avant la fin de 2026, la narrativité du Fonds bleu s'en trouvera fragilisée.

Sources : [Financial Afrik, Journal des Assemblées de la BAD \(jour 2\), 27 mai 2026](#) | [Business in Cameroon, Brazzaville Hosts Donor Summit for \\$5.3 Billion Congo Basin Climate Fund, 26 mai 2026](#)

## Chapitre 3 · Congo-Brazzaville, État hôte stratégique

### [ 3.1 EUROBOND ]

#### **L'eurobond du 20 mai : 850 M\$, sursouscription 1,88x, signal de réintégration aux marchés**

Le 20 mai 2026, le ministère des Finances congolais, dirigé par Christian Yoka, a annoncé le succès d'une émission obligataire de 850 millions de dollars à échéance 2036, cotée sur le marché principal de la Bourse de Londres sous droit anglais. Le coupon est fixé à 9,5%, après un resserrement de plus de 100 points de base par rapport à la guidance initiale fixée à 10,5%, signe d'une demande robuste. Le carnet d'ordres a dépassé 1,6 milliard de dollars, soit une sursouscription de 1,88 fois, réunissant près de 80 investisseurs internationaux. Citigroup a agi comme unique arrangeur de l'opération. Les agences Fitch et S&P ont maintenu une notation CCC+, Moody's une notation Caa2 : catégories profondément spéculatives, reflet d'une signature encore fragile. La structure de l'opération révèle la logique réelle : il ne s'agit pas de lever de l'argent frais pour financer de nouveaux investissements, mais de gérer le passif existant. Les fonds servent à racheter 563,99 millions de dollars de l'eurobond 2032 et à rembourser les lignes de dette arrivant à maturité sur le marché régional CEMAC en juin-juillet 2026. L'effet net annoncé : une réduction des besoins de refinancement de plus de 230 millions de dollars sur cinq ans, sans augmentation du niveau global de la dette publique.

Sources : [Afrik.com, Eurobond 850 millions de dollars Congo-Brazzaville, 23 mai 2026](#) | [Business Insider Africa, Congo eurobond London market comeback, 21 mai 2026](#) | [Serrari Group, Congo Issues \\$850M Bond, 22 mai 2026](#)

### [ 3.2 SEQUENCE OBLIGATAIRE ]

#### **La séquence obligataire 2,48 Mds\$ en six mois : la solvabilité comme mise en scène diplomatique**

Ce deal s'inscrit dans une séquence remarquable. Après dix-huit ans d'absence des marchés internationaux, Brazzaville a effectué son retour en novembre 2025 avec un eurobond de 670 millions de dollars, puis 700 millions de dollars supplémentaires en février 2026. Au total, 2,48 milliards de dollars mobilisés en six mois, une performance sans précédent pour un souverain noté en catégorie CCC. La prime de risque souverain a reculé de plus de 400 points de base depuis novembre 2025. Cette séquence remplit une triple fonction : elle réduit la pression des échéances à court terme, elle affiche une crédibilité recouvrée pour l'audience du FMI avec lequel Brazzaville négocie un nouveau programme, et elle fournit une vitrine d'attractivité au moment même où la BAD tient ses Assemblées en ville.

Sources : [Sika Finance, Congo 850 millions USD marches internationaux, 21 mai 2026](#) | [Financial Afrik, Congo programme FMI, 11 mai 2026](#)

### [ 3.3 AD PORTS GROUP ]

#### **AD Ports Group à Pointe-Noire : rupture du duopole Bolloré-MSA, axe Abu Dhabi-Brazzaville**

Le 7 mai 2026, les contrats de construction et d'exploitation du terminal East New Mole, baptisé Noatum Ports Pointe-Noire, ont été officialisés avec AD Ports Group (Abu Dhabi Ports, coté à la Bourse d'Abu Dhabi). AD Ports Group a ensuite annoncé le 18 mai l'attribution de trois contrats majeurs pour la conception et la construction des infrastructures maritimes et terrestres, ainsi que pour l'acquisition des équipements de manutention. Les caractéristiques du projet : un quai d'environ 420 mètres de longueur et 16 mètres de profondeur, capable d'accueillir des navires de classe Patagonia, accompagné d'une zone logistique de 100 000 m<sup>2</sup>. L'investissement total dépasse 266 millions de dollars pour les deux phases. La concession porte sur 30 ans. Environ 9 000 emplois directs et indirects sont annoncés. L'entrée d'AD Ports Group, opérateur émiratien disposant de 43 ports et zones franches dans 22 pays, introduit une concurrence directe avec Congo Terminal (Bolloré-MSA) et repositionne Pointe-Noire comme hub atlantique régional vers la RDC et la RCA.

Sources : [AD Ports Group, Noatum Ports Pointe-Noire contrats, 18 mai 2026](#) | [Le Journal du Congo, AD Ports Pointe-Noire East New Mole, 9 mai 2026](#)

#### [ 3.4 FRAGILITE MACROECONOMIQUE ]

### **La fragilité macroéconomique : dette 96,8% du PIB, dépendance pétrole 80% des recettes**

La situation macroéconomique du Congo-Brazzaville au premier semestre 2026 présente un visage paradoxal : des indicateurs de marché en amélioration, des fondamentaux encore fragiles. La dette publique est estimée à 96,8% du PIB selon le FMI, contre une norme CEMAC fixée à 70%. La dépendance pétrolière atteint plus de 80% des exportations. La production plafonne à environ 310 000 barils par jour. Environ 52% de la population vit sous le seuil de pauvreté selon la Banque mondiale. Le 11 mai 2026, le gouvernement a officiellement demandé l'ouverture de discussions avec le FMI en vue d'un nouveau programme économique et financier. Le Fonds décrivait la situation économique congolaise comme « fragile » dans son évaluation post-programme de mars 2026, soulignant des risques élevés liés aux grands besoins de refinancement et à la vulnérabilité aux prix pétroliers.

Sources : [Direction generale du Tresor, Breves economiques CEMAC mai 2026](#) | [Gabon Media Time, Dette Congo 92,46% du PIB, 9 mai 2026](#)

#### [ 3.5 DIPLOMATIE ECONOMIQUE ]

### **La diplomatie économique du président Denis Sassou Nguesso et la présidentielle 2026**

Le président de la République du Congo Denis Sassou Nguesso a été réélu le 15 mars 2026 au premier tour avec 94,82% des suffrages. Ce cinquième mandat consécutif ouvre une séquence qu'il entend piloter sous le signe de la diplomatie économique agressive. Sa première visite d'État post-investiture a été effectuée à Moscou, du 28 avril au 2 mai, en présence des ministres des Affaires étrangères, de la Défense et des Hydrocarbures. L'accueil des Assemblées annuelles de la BAD (25-29 mai 2026) représente le clou diplomatique de ce début de mandat. Brazzaville accueille la BAD pour la deuxième fois depuis la création de l'institution en 1964, après une première édition en 1984. Le geste diplomatique le plus frappant a été l'annonce, le 25 mai (Journée de l'Afrique), de la suppression des visas pour tous les citoyens africains à compter du 1er janvier 2027. La séquence illustre une doctrine de rente diplomatique : l'accueil d'événements institutionnels de premier rang sert d'écran de légitimité internationale, compresse la prime de risque souverain, et ouvre des discussions bilatérales en marge des réunions formelles.

Sources : [Finacial Afrik, Sassou Nguesso suppression visas, 25 mai 2026](#) | [Gabon Actu, Sassou Nguesso ouvre BAD 2026, 26 mai 2026](#) | [La Nouvelle Tribune, Poutine Sassou Nguesso Kremlin, 29 avril 2026](#)

## Chapitre 4 · Lobito vs TAZARA : la guerre des corridors

### [ 4.1 CORRIDOR LOBITO ]

#### **Lobito (UE + USA) : 2,7 milliards de dollars, tracé Angola-RDC-Zambie**

Le corridor de Lobito est la réponse géostratégique des États-Unis et de l'Union européenne à la domination chinoise sur les chaînes d'approvisionnement en minerais critiques d'Afrique centrale. Il relie le port atlantique de Lobito (Angola) aux gisements de cuivre et de cobalt de la province de Lualaba (RDC) et à la Copperbelt zambienne, sur une distance de 1 300 kilomètres côté angolais, avec une extension projetée de 830 kilomètres en Zambie. Le financement consolidé dépasse 2,7 milliards de dollars : 553 millions de dollars de la DFC (Development Finance Corporation, USA) pour la modernisation de la voie ferrée angolaise (Lobito Atlantic Railway), environ 2 milliards d'euros de l'UE Global Gateway pour l'ensemble du corridor, 500 millions de dollars chacun de l'AFC et de la BAD pour la section zambienne, et 320 millions de dollars de l'Italie. Le consortium concessionnaire Lobito Atlantic Railway (LAR), piloté par Trafigura, Mota-Engil et Vecturis, a obtenu une concession de 30 ans signée en 2023. La capacité de la ligne angolaise passera de 460 000 tonnes annuelles actuelles à environ 4,6 millions de tonnes après modernisation.

Sources : [Al Jazeera, corridor Lobito, envoye americain pour l'Afrique, 27 mai 2026](#) | [Africanews, Le corridor de Lobito le megaprojet africain, 8 mai 2026](#) | [Oasis Media Collective, Lobito Corridor explained numbers, 7 mai 2026](#)

### [ 4.2 TAZARA ]

#### **TAZARA (Chine CCECC) : 1,4 milliard de dollars, signalisation GSM-R, océan Indien**

La réhabilitation du Tanzania-Zambia Railway Authority (TAZARA), longue de 1 860 kilomètres de Dar es Salaam à Kapiri Mposhi, constitue la pièce centrale de la contre-offensive chinoise. L'accord de 1,4 milliard de dollars entre la China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) et les gouvernements zambien et tanzanien a été signé le 29 septembre 2025, avec un lancement officiel en avril-mai 2026. Le programme de réhabilitation se déploie en trois phases : remplacement des rails et traverses usés, réhabilitation des grands ponts et ponceaux, renforcement des terrassements. Sur le matériel roulant : 34 nouvelles locomotives, 16 voitures voyageurs, 760 wagons de fret. La signalisation migre d'un système manuel vers un réseau semi-automatisé à supports satellitaires proche des standards GSM-R. Les résultats projetés à l'achèvement : un passage des volumes de fret de 400 000 tonnes annuelles à plus de 2,4 millions de tonnes, soit une multiplication par six. Des opérateurs miniers chinois de premier rang, CMOC Group et Zijin Mining, participent à des prises de participation dans la co-entreprise opératrice, signalant l'intégration verticale de la stratégie chinoise.

Sources : [China Daily, TAZARA 1,4 milliard de dollars, 28 avril 2026](#) | [Xinhua, TAZARA chief concession game changer, 29 avril 2026](#)

### [ 4.3 ZAMBIE ARBITRE ]

#### **La Zambie comme arbitre silencieux : double signature, élections août 2026**

La Zambie co-signe le traité TAZARA avec la Chine tout en accueillant les investisseurs du corridor Lobito côté occidental. Lusaka joue les deux corridors comme Nairobi joua pendant des décennies les rivalités sino-occidentales, non pas comme choix idéologique mais comme maximisation des rentes d'infrastructure. La section zambienne de Lobito (830 km, valeur estimée à 5 milliards de dollars) doit encore atteindre sa clôture financière, prévue pour le quatrième trimestre 2027 selon l'AFC. Les élections zambiennes d'août 2026 constituent une variable politique de premier ordre : un changement de gouvernement pourrait modifier les priorités d'infrastructure. La Zambie porte déjà une dette significative envers des créanciers chinois dans le secteur minier. La superposition d'un accord TAZARA-CCECC à ces créances crée une exposition concentrée sur un seul créancier qui pourrait compromettre la souveraineté opérationnelle zambienne sur l'axe Est.

Sources : [LinkedIn / MOESNA Secretariat, AFC AfDB lead Lobito Corridor, 28 avril 2026](#) | [LinkedIn / Sandeepde, China \\$5.1B Zambia copper TAZARA, 1er mai 2026](#)

#### [ 4.4 ACCORD MINIER RDC-USA ]

### Articulation avec l'accord minier RDC-USA du 21 mai et la stratégie minerais critiques

L'accord RDC-USA du 21 mai 2026 marque une étape supplémentaire dans cette recomposition. Il prévoit des droits de priorité pour les entreprises américaines sur certains gisements et zones d'exploration, une stabilité fiscale garantie sur dix ans pour les investisseurs américains, un volet de transformation locale des minerais (raffinage du cuivre, du cobalt et du lithium sur le territoire congolais), et un programme de transfert de technologies et de formation. La Chine contrôle actuellement environ 80% des actifs miniers en RDC, 73% des capacités mondiales de raffinage du cobalt, et 59% du traitement chimique du lithium. C'est face à cette prédominance que les États-Unis et l'UE ont accéléré leurs engagements depuis 2025. Le 13 mai 2026, Trafigura, Entreprise Générale du Cobalt (EGC) et EVELution Energy avaient signé un accord pour un corridor direct de cobalt congolais vers les États-Unis, contournant le raffinage chinois.

Sources : [Actualite.cd, Accord minier RDC-USA 21 mai 2026](#) | [Engineering News, EGC EVELution Trafigura cobalt MoU, 13 mai 2026](#) | [Mongabay, DRC copper exports US surge corruption risk, 1er mai 2026](#)

#### [ 4.5 LECTURE NOEÏN ]

### Lecture Noeïn : la conditionnalité africaine appliquée aux corridors

La guerre des corridors révèle une vérité doctrinale que la NAFAD n'aborde pas encore frontalement : les grandes infrastructures continentales ne sont jamais neutres. Elles encodent des architectures de dépendance. Le corridor Lobito encode une logique d'accès occidental aux minerais critiques congolais et zambiens. TAZARA encode une intégration verticale chinoise de l'extraction au raffinage. L'Afrique, pour ne pas être arbitre involontaire de cette rivalité, doit imposer une conditionnalité africaine aux deux corridors : transformation locale mesurable, localisation des données, gouvernance partagée des infrastructures, clauses de contenu local pour les emplois et sous-traitants, et mécanismes de sortie africains si les engagements ne sont pas tenus. Le Congo-Brazzaville, hôte des Assemblées BAD, occupe une position privilégiée : son nouveau terminal AD Ports à Pointe-Noire peut devenir le hub atlantique de cette recomposition, à condition d'imposer ses propres termes.

Sources : [Africa Supply Chain, Corridor pétrolier Brazzaville-Bangui, 26 mai 2026](#) | [FurtherAfrica, Angola EU investment 130 firms, 7 mai 2026](#)

S R U B R I Q U E

## Cahier Chiffres Cles

FINANCEMENT	ENERGIE & CLIMAT	CORRIDORS & MINERAIS
<b>4 000 Mds\$</b> Épargne africaine cible NAFAD	<b>3,554 Mds\$</b> Fonds bleu Bassin du Congo (26 mai 2026)	<b>2,7 Mds\$</b> Corridor Lobito (UE + USA)
<b>400 Mds\$ / an</b> Déficit de financement du développement	<b>5,32 Mds\$</b> Objectif initial Fonds bleu	<b>1,4 Mds\$</b> TAZARA (Chine CCECC)
<b>75 Mds\$ / an</b> Surcoût notation souveraine africaine (PNUD 2023)	<b>180 M ha</b> Superficie forêts Bassin du Congo	<b>850 M\$</b> Eurobond Congo-Brazzaville, sursouscription 1,88x
<b>11 Mds\$</b> FAD-17 (+23% vs FAD-16)	<b>6x Amazonie</b> Absorption CO2 Bassin du Congo vs Amazonie	<b>96,8% du PIB</b> Dettes publiques Congo-Brazzaville (FMI)
<b>182,7 M\$</b>	<b>0,21-0,50\$/ha</b>	<b>70% cobalt mondial</b>

## Cahier Acteurs

### Sidi Ould Tah

Président du Groupe de la Banque africaine de développement (depuis septembre 2025). Neuvième président de l'institution, premier mauritanien à ce poste. Architecte de la NAFAD. Sa formule phare : « L'Afrique n'est pas pauvre en capital. Elle est pauvre en mécanismes de transformation du risque. » Ancien gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie, il incarne un tournant technocratique et souverainiste à la tête de l'institution panafricaine de référence.

### Denis Sassou Nguesso

Président de la République du Congo (cinquième mandat depuis mars 2026). Hôte des 61es Assemblées annuelles de la BAD et initiateur du Fonds bleu du Bassin du Congo depuis la COP22 de Marrakech en 2016. Réélu en mars 2026 avec 94,82% des suffrages. La semaine du 25 mai 2026 constitue le moment diplomatique le plus dense de sa cinquième présidence : eurobond, BAD, Fonds bleu, AD Ports Group.

### Christian Yoka

Ministre des Finances de la République du Congo. Architecte de la séquence obligataire record de 2,48 milliards de dollars en six mois. Sous sa direction, le Trésor public congolais a effectué un retour historique sur les marchés internationaux après dix-huit ans d'absence. Mène en parallèle les négociations avec le FMI pour un nouveau programme économique et financier.

### João Lourenço

Président de la République d'Angola et président de l'Union africaine. Sa présence à Brazzaville pour les Assemblées BAD signale l'engagement de l'UA dans la séquence NAFAD. L'Angola est également l'axe atlantique du corridor Lobito, positionnant Lourenço comme acteur de la recomposition géopolitique des minerais critiques africains.

### Représentants chinois

Silence stratégique notable à Brazzaville. La Chine ne figure pas dans les contributions formelles au Fonds bleu du 26 mai. Mais sa présence à la pré-table ronde de Belém en novembre 2025 signale un intérêt croissant. Simultanément, CCECC signe le traité TAZARA et CMOC Group entre au capital de la co-entreprise opératrice.

### Représentants américains

L'envoyé spécial pour l'Afrique Richard Garcia a cité le corridor Lobito comme « modèle » de l'engagement africain des États-Unis devant le Sénat américain en mars 2026. L'accord minier RDC-USA du 21 mai 2026 marque l'offensive formelle de Washington sur les minerais critiques, avec des droits de priorité pour les entreprises américaines sur certains gisements.

## Analyse doctrinale finale

### La conditionnalité africaine appliquée à la BAD

*Sept critères opposables pour que Brazzaville 2026 produise des effets*

La séquence de Brazzaville (NAFAD, Fonds bleu, eurobond congolais, AD Ports) constitue un moment de rupture doctrinale. Mais une rupture doctrinale ne produit d'effets que si elle est traduite en conditionnalités opposables. Le Cabinet Noeïn & Cie propose ici sept critères que l'Afrique doit imposer à ses partenaires pour que les engagements de Brazzaville ne restent pas des promesses de conférence.

1. Transfert technologique mesurable : tout financement de corridor ou d'infrastructure doit inclure des indicateurs chiffrés de transfert technologique vers les opérateurs africains, avec des jalons annuels vérifiables.
2. Localisation des données : tout projet financé dans le cadre de la NAFAD ou du Fonds bleu qui génère des données (géologiques, climatiques, financières, sanitaires) doit inclure une clause de localisation africaine. La souveraineté informationnelle passe par la propriété des données produites sur le territoire.
3. Gouvernance partagée : les mécanismes de gouvernance des fonds doivent inclure une majorité de représentants africains, avec un droit de veto sur les décisions de décaissement. La gouvernance externe a montré ses limites avec CAFI et le CBFF.
4. Traçabilité des versements : chaque engagement annoncé doit être associé à un calendrier de décaissement contractualisé, publié et accessible. Le Fonds bleu doit créer un portail public de suivi des décaissements en temps réel.

5. Contenu local dans les emplois et sous-traitances : les grands projets d'infrastructure doivent atteindre un seuil minimal de 40% de contenu local en termes d'emplois directs et de sous-traitance. Ce seuil doit être audité annuellement par des organismes africains indépendants.

6. Fiscalité juste : les partenaires doivent s'engager à ne pas recourir à des montages d'optimisation fiscale agressive qui priveraient les États africains de recettes liées aux projets financés.

7. Clauses de sortie africaines : tout accord de financement de corridor ou de mécanisme climatique doit inclure des clauses de sortie africaines, permettant aux États membres de résilier ou de renégocier les termes si les engagements ne sont pas tenus dans les délais contractualisés. Ces sept critères ne sont pas des vœux. Ils sont le minimum doctrinal que l'architecture africaine de la décision doit s'imposer à elle-même pour que Brazzaville 2026 ne reste pas un sommet de plus.

L'intelligence économique souveraine commence là : non pas dans les discours, mais dans les clauses des contrats. La conditionnalité africaine signifie que nul partenariat n'est noué sans contrepartie tangible, vérifiable et opposable. Elle vaut autant pour les agences de notation que pour les bailleurs traditionnels, autant pour les corridors de minerais que pour les fonds climatiques.

**Cabinet Noeïn & Cie**

## Addendum · Annonce pour le 2 juin 2026

Un addendum de suivi sera publié par Noeïn & Cie le mardi 2 juin 2026, consacré aux documents de clôture des 61es Assemblées annuelles de la BAD : déclaration finale des gouverneurs, communiqués consolidés sur la NAFAD, bilan des engagements du Fonds bleu et premières réactions doctrinales aux résolutions adoptées. Il comprendra également une analyse des élections zambiennes d'août 2026 dans leur rapport à la guerre des corridors, et un suivi de la première notation souveraine de l'AfCRA, attendue en juin 2026.

Contact : [deve.mabougou@noein-cie.com](mailto:deve.mabougou@noein-cie.com)

## Ressources & Publications

- ◆ [BAD, Assemblées annuelles 2026 de Brazzaville, APO Group Africa Newsroom](#) · BAD / APO Group, 22 mai 2026
- ◆ [Consensus d'Abidjan sur la NAFAD](#) · Gouvernement de Côte d'Ivoire, 9 mai 2026
- ◆ [9% vs 4,7% : The Borrowing Gap Costing Africa 75 Billion a Year](#) · EBC Financial Group, 25 mai 2026
- ◆ [Why Congo Basin forests remain underfunded](#) · CIFOR-ICRAF, 20 mars 2026
- ◆ [A new African financial architecture forms. Now, the hard part](#) · Devex, 28 mai 2026
- ◆ [Plus de 3 milliards de dollars mobilisés pour le Fonds bleu](#) · AllAfrica, 27 mai 2026
- ◆ [L'eurobond de 850 millions de dollars qui redonne de l'air au Trésor congolais](#) · Afrik.com, 23 mai 2026
- ◆ [What is the Lobito Corridor cited by US Africa envoy as model for ties](#) · Al Jazeera, 27 mai 2026
- ◆ [Rail upgrade TAZARA 1.4 billion dollars](#) · China Daily, 28 avril 2026
- ◆ [Africa's Three Paradoxes Test AfDB President's Quiet Pitch](#) · Addis Fortune, 27 mai 2026

## Nos services · Accompagner les décideurs

Noein & Cie met son expertise au service des institutions, des gouvernements, des entreprises et des chercheurs qui placent la souveraineté africaine au cœur de leur action.

### Veille **Veille stratégique sur mesure**

Notes hebdomadaires confidentielles, alertes signaux faibles, dossiers pays et synthèses sectorielles pour cabinets, ministères et directions générales.

### Conseil **Conseil en intelligence économique**

Diagnostic IE, structuration de cellules d'analyse souveraines, accompagnement à la décision sur dossiers stratégiques et négociations bilatérales.

### Formation **Formation & conférences**

Cycles exécutifs, masterclasses doctrinales et conférences sur la géopolitique africaine, l'IE souveraine et la diplomatie économique.

### Relations **Relations institutionnelles**

Mise en relation avec les acteurs clés du continent, organisation de rencontres bilatérales et appui protocolaire pour vos démarches africaines.

### Evaluation **Evaluation des politiques publiques pour l'Afrique**

Analyses d'impact, revues stratégiques et ateliers de renforcement de capacités destinés aux élus, hauts fonctionnaires et cadres de l'administration africaine : conception, suivi et évaluation des politiques publiques au service de la souveraineté décisionnelle.

E C H A N G E R   A V E C   N O T R E   E Q U I P E

Mission, intervention ou abonnement premium [www.noein-cie.com](http://www.noein-cie.com) · [deve.mabougou@noein-cie.com](mailto:deve.mabougou@noein-cie.com)

**Noein & Cie. Expertise** · Cabinet de conseil stratégique · Intelligence économique · Relations internationales · 102 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris  
Directeur de la publication : Deve Mabougou · Édition spéciale Hors-Série N° 01 · Jeudi 28 mai 2026 · SIRET 938 138 807 0001 · RCS Paris B 938 138 807 · © 2026 Noein & Cie. Tous droits réservés.  
Reference : NOEIN-HS-2026-001